

Territoires urbains contestés

In: Genèses, 16, 1994. pp. 4-5.

Citer ce document / Cite this document :

Topalov Christian. Territoires urbains contestés. In: Genèses, 16, 1994. pp. 4-5.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1994_num_16_1_1242

Territoires urbains contestés

L s'agira ici d'espaces constitués en territoires par des groupes sociaux en conflit. Ainsi se font et se refont les villes : des emprises en marquent le paysage, par les bâtiments qu'elles font naître, les usages qu'elles appellent ou excluent, les stigmatisations qu'elles induisent. Rien de définitif, toutefois, même à la brève échelle du siècle : revendications concurrentes, corrosions du marché, actes des autorités réinterprètent, non sans obstacles, ce qui était auparavant écrit.

On trouvera d'abord dans ce dossier deux fragments d'histoire d'espaces à prendre : à Vienne et à Paris, une fois arrêtée la décision de démanteler les fortifications, il restait à assigner des usages à leurs terrains d'emprise. La décision publique est l'analyse de l'affrontement entre projets qui en appellent au bien commun au nom de principes de légitimité concurrents. Carl Schorske ajoute ici une fleur à son bouquet viennois, en montrant les enjeux qui ont présidé à l'aménagement de la partie du Ring adjacente au Palais impérial : l'Armée veut marquer en ce lieu la pérennité de son pouvoir, une bureaucratie modernisatrice veut créer une unité spatiale impériale-centrique, une bourgeoisie libérale veut au contraire en faire son propre espace de représentation. Le compromis qui donnera naissance au Kunsthistorisches Museum témoigne de l'équilibre provisoirement établi entre ces forces dans les années 1870. Marie Charvet, pour sa part, analyse une étape marquante du long débat sur l'aménagement des fortifications de Paris. Peu avant 1910 deux légitimités entrent en concurrence : celle des «autorités naturelles» qui reformulent dans le langage de la science des villes leur revendication à dire le bien collectif, et celle qui procède du suffrage. Les projets ne diffèrent pas tant par leur contenu que par la nature de l'autorité qui les énonce et les réformateurs sociaux perdent la partie au profit des conseillers municipaux au moment même où ils l'ont gagnée. Deux systèmes politiques et près d'un demi-siècle séparent les situations viennoise et parisienne et l'on voit s'y nouer différemment les revendications de l'esthétique et de l'hygiène, celles du prince et des élus, celle de la science enfin.

Les deux autres études concernent des initiatives urbaines qui ne sont pas nées d'en haut, mais de la société elle-même. On y observe, dans deux cas extrêmes, comment les identités des groupes sociaux s'inscrivent et, pour une part, se forment dans les territoires qu'ils se donnent. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot rappellent comment la haute bourgeoisie et l'aristocratie fortunée parisiennes ont fait sortir Deauville du néant à partir des années 1860 : classe dominante qui toujours conquiert des espaces vierges et les façonne à son image. Mauricio de Abreu décrit la naissance des *fa elas*, création des plus démunis des habitants de Rio de Janeiro. Esclaves à peine libérés et immigrants mêlés, expulsés de la ville par son «haussmannisation» des années 1900, ils se sont réfugiés sur les collines et y ont installé un habitat précaire qui dure depuis près d'un siècle. Sa désignation précoce par un mot le convertit en catégorie spatiale et, un

peu plus tard avec le terme *favelado*, en catégorie sociale. Deauville et les *favelas*, deux créations urbaines si lointaines à tant d'égards, ont au moins un trait en commun : la fondation du groupe sur l'appropriation exclusive d'un territoire. Comment, en effet, toutes ces familles de parvenus de l'industrie et de la nouvelle finance, ces particules gagnées ou redorées sous le Second Empire, auraient-elles pu croire et faire croire qu'elles constituent une élite naturelle sans ces réseaux et institutions de tri et de légitimation qui ne pouvaient naître que dans un espace méticuleusement fermé ? D'où le drame lorsque Deauville, qui devait déjà depuis quelque temps subir les incursions des «congrégés payés», s'est trouvée depuis une vingtaine d'années envahie par de nouveaux nouveaux riches. Comment, d'autre part, le petit peuple *carioca* aurait-il pu devenir l'un des symboles ambigus de la plus belle ville du monde sans y avoir construit des bastions et, dans les frontières de ceux-ci, des économies domestiques précaires mais viables, des institutions sociales et politiques, une culture, enfin – recyclable dès les années 1920 dans les circuits commerciaux du Carnaval et les constructions identitaires de la brasilianité ? Jusqu'à présent, ni l'hygiénisme rénové des urbanistes, ni la répression des dictatures, ni la main invisible du marché n'ont su faire autre chose que faire «danser» les *favelas*.

Les espaces dont la genèse est étudiée dans ce dossier se trouvent être publics, ouverts, en principe, à quiconque : un musée d'histoire de l'art, des parcs urbains projetés, des quartiers populaires, une station balnéaire. Et cependant, ils sont l'objet de luttes farouches dont l'objet est de définir ce qu'ils doivent être, devenir ou rester. La ville se morcèle ainsi en territoires appropriés et contestés.

Christian Topalov